

en soutien aux efforts de paix au Yémen

Les houthis pour un gel des opérations militaires

Un haut responsable houthi au Yémen a appelé hier à un gel des opérations militaires contre les forces progouvernementales pour donner une chance aux efforts de l'émissaire de l'ONU attendu cette semaine à Sanaa pour organiser des pourparlers de paix. Soutenues par une coalition menée par l'Arabie Saoudite depuis 2015, les forces progouvernementales cherchent à chasser les houthis des vastes territoires qu'ils ont conquis en 2014, notamment la capitale Sanaa et la ville portuaire de Hodeida. Même s'ils ont perdu du terrain, en particulier dans le Sud, les houthis opposent une farouche résistance, en tirant notamment des missiles sur l'Arabie Saoudite voisine qui mène cette guerre d'agression, prétextant lutter pour la restauration de l'ordre institutionnel dans l'un des pays les plus pauvres de la péninsule Arabique, mais ô combien stratégique pour Riyad. Dans un communiqué sur son compte Twitter, Mohammed Ali al-Houthi, chef du Conseil suprême révolutionnaire des houthis, a indiqué que la direction des houthis avait pris "l'initiative d'appeler les parties (yémenites, ndlr) à donner des instructions pour une cessation des tirs de missiles (...) sur les pays agresseurs", en référence notamment à Riyad. "Cette décision a été prise afin de faire échouer toute justification pour la poursuite de l'agression ou du blocus de la coalition sur le pays", a-t-il ajouté. Mohammed Ali al-Houthi a en outre appelé les dirigeants houthis à confirmer leur disposition à geler et cesser les opérations militaires sur tous les fronts pour parvenir à une paix juste. L'ingérence saoudienne au Yémen a fait quelque 10 000 morts et engendré la pire crise humanitaire actuelle dans le monde selon l'ONU. Des responsables humanitaires estiment que le bilan des victimes directes ou indirectes du conflit est largement plus élevé. Dans son communiqué, Mohammed Ali al-Houthi précise que son appel vise à soutenir les efforts de l'émissaire de l'ONU Martin Griffiths et à prouver les bonnes intentions des houthis, qui avaient été empêchés par les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite en septembre de se rendre à Genève.

L. M./Agences